
ITALIE

INVERSER LE DECLIN DES INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE POUR AMELIORER LA SECURITE ALIMENTAIRE

Au cours de la période 2009-2010, l'Italie a versé 349,1 millions de dollars pour soutenir le développement agricole, la sécurité alimentaire et le développement rural. Parmi les réalisations les plus significatives, on distingue :

Actions et bonnes pratiques

Sénégal (Moyenne Casamance) : l'action de l'Italie vise à améliorer les conditions de vie de la population rurale en finançant, à hauteur de 4,14 millions de dollars, des microprojets dans les domaines de la production et de la commercialisation agricoles, et à promouvoir l'accès aux services de base.

Résultats

Neuf municipalités de Moyenne Casamance et leurs 32 communautés rurales ont bénéficié d'une aide financière et d'une assistance technique par le biais de 177 microprojets. Les services agricoles ont été renforcés, les revenus des familles ont augmenté, les services de base se sont améliorés, et les besoins des jeunes et des femmes ont été satisfaits (9 250 participants).

Actions et bonnes pratiques

Afghanistan : 27,85 millions de dollars ont été mobilisés en faveur du programme national de solidarité pour renforcer la capacité des communautés afghanes en matière d'identification, de planification, de gestion et de suivi de leurs propres projets de développement.

Résultats

Les conditions de vie des communautés rurales de 7 provinces afghanes se sont améliorées et la structure des collectivités locales a été consolidée. 900 000 personnes issues de 879 communautés rurales ont bénéficié d'une aide financière et technique au moyen de la mise en œuvre de 1 188 microprojets d'interventions sur les infrastructures, dans des secteurs tels que l'accès à l'eau et à l'assainissement (258), les transports (255), l'irrigation (218), la production d'électricité (148), la maintenance (137), l'éducation (74), le développement rural (72) et les moyens de subsistance (26).

Actions et bonnes pratiques

Niger (région de Keita) : le Programme de développement rural (RDP), qui avait bénéficié d'un financement italien (dispositifs bilatéraux et multilatéraux via la FAO) de plus de 100 millions d'euros s'étendant sur plus de 20 ans, s'est achevé en 2009.

Ce programme avait pour objectifs : 1. la promotion de la croissance économique dans les zones rurales grâce au renforcement des capacités de commercialisation des petites exploitations dans les régions au potentiel de marché reconnu ; 2. la lutte contre la désertification ; 3. la réduction de la pauvreté rurale par la fourniture d'infrastructures rurales et de technologies, par l'augmentation de la productivité, par la fourniture de services sociaux et par la promotion d'une utilisation durable des ressources naturelles.

Résultats

Le RDP a réhabilité 36 000 hectares de terres, 20 millions d'arbres ont été plantés, 313 km de routes rurales construites, 708 puits et 40 barrages réalisés, 329 groupements d'agriculteurs créés

regroupant 13 600 membres actifs. Au total, ce sont également 400 000 bénéficiaires indirects qui ont été concernés par cette opération.

**SOUTENIR LES PROCESSUS ET PROGRAMMES REGIONAUX ET NATIONAUX
EN FAVEUR D'UN DEVELOPPEMENT RESPONSABLE DE L'AGRICULTURE**

L'Italie soutient les programmes régionaux et nationaux de développement agricole, en coordination avec d'autres donateurs, et participe activement aux forums consacrés au développement agricole. Au niveau régional, l'Italie soutient le développement et la mise en œuvre de politiques et de stratégies de sécurité alimentaire durable ainsi que le travail des principales organisations et plates-formes participantes.

Actions et bonnes pratiques

En Afrique, dans le cadre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) de l'UA et du NEPAD, l'Italie soutient, par le biais de la FAO, la mise en œuvre du processus de finalisation des programmes d'investissement et d'identification des besoins à travers le renforcement des capacités du Département de l'économie rurale et de l'agriculture de la Commission de l'Union africaine (CUA) et de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD.

Résultats

Le renforcement des capacités des deux institutions continentales de l'UA (Département de l'économie rurale et de l'agriculture et Agence de planification et de coordination du NEPAD) et la finalisation des programmes d'investissement du CAADP dans les pays ayant déjà signé le partenariat se sont accélérés.

Actions et bonnes pratiques

Par ailleurs, l'Italie soutient le Programme Challenge pour l'Afrique Sub-Saharienne (PC ASS) dans le cadre du 4^e pilier du CAADP, conduit par le Forum africain de recherche agricole (FARA).

Résultats

Le PC ASS a expérimenté une nouvelle approche des plates-formes d'innovation destinées à favoriser l'implication des différentes parties prenantes dans le développement agricole. Durant la phase de recherche triennale de 2008 à 2010, ce programme a élaboré des modalités d'application de la recherche agricole intégrée pour le développement (IAR4D), élaboré 36 projets (plates-formes d'innovation) dans un large éventail de systèmes agricoles dans huit pays d'Afrique subsaharienne, mis en œuvre un plan expérimental complexe pour tester la validité du programme, et mis en place l'enquête de base, la méthodologie M & E et une équipe de soutien analytique pour appliquer les essais de contrôle aléatoire. Cette approche permettra à court terme d'améliorer la méthodologie au bénéfice des petits exploitants africains pour produire des résultats concrets en matière de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de gestion durable des ressources naturelles.

Actions et bonnes pratiques

Dans le cadre de la contribution de l'Italie au Fonds spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, le gouvernement italien finance le programme de sécurité alimentaire par la commercialisation des produits agricoles (FSCA) en Afrique de l'Ouest. Avec un budget total de 21,3 millions de dollars, ce programme est mis en œuvre à travers 7 projets nationaux : Guinée-Bissau, Guinée, Gambie, Liberia, Mali, Sénégal, et Sierra Leone. Un projet de coordination régionale basé à Dakar (Sénégal) assure la coordination des sept projets nationaux en veillant à leur cohérence avec le même cadre stratégique de la sécurité alimentaire par la commercialisation des produits agricoles qui est un fonds spécial de la FAO.

Le FSCA a débuté en 2008 en Guinée-Bissau, au Liberia, au Mali, au Sénégal et en Sierra Leone et en 2010 en Gambie et en Guinée. La plupart des activités devraient prendre fin au terme de l'année 2012.

Ce programme vise à favoriser la compétitivité et la modernisation de l'agriculture dans le cadre du processus du NEPAD et des programmes d'investissement à moyen terme du CAADP en soutien au développement de l'entrepreneuriat parmi les petits exploitants et à l'émergence d'un secteur privé local qui pourrait assurer certaines activités en amont et en aval présentant un intérêt pour l'agriculture. En outre, ce programme contribue de façon significative au développement de l'agriculture ouest-africaine pour en faire un secteur moderne, compétitif et actif sur le plan commercial, tout en s'appuyant sur les réalisations et les expériences des programmes nationaux de sécurité alimentaire.

Les projets nationaux s'appuient sur une stratégie commune de modernisation de l'agriculture avec un accent particulier placé sur l'ajout de valeur, la commercialisation et les échanges commerciaux interrégionaux. Cette stratégie globale vise également : i) l'appui à la souveraineté alimentaire, la valorisation commerciale de la biodiversité agricole et le développement des marchés locaux et régionaux, et ii) l'application de méthodes de communication et d'outils en vue d'assurer une implication efficace des organisations d'agriculteurs dans les activités réalisées dans le cadre des projets, en s'intéressant tout particulièrement aux questions de genre.

Les activités sur le terrain sont soutenues par un renforcement adapté des capacités des organisations agricoles et des antennes techniques locales des ministères de l'agriculture, grâce à un renforcement spécifique des capacités institutionnelles.

Le programme s'intéresse également aux questions régionales telles que l'accès aux marchés régionaux et internationaux, la qualité et la sécurité alimentaires, le commerce transfrontalier et l'harmonisation des politiques et des institutions d'appui à la compétitivité et à la modernisation. Un volet de communication en faveur du développement a été élaboré dans le but de soutenir la stratégie cadre globale.

Résultats

En 2011, les premiers examens tripartites ont été conduits concernant les projets du Sénégal et de la Guinée-Bissau. Ces examens ont mis en évidence les résultats significatifs obtenus : identification des filières agricoles rentables, démarrage des activités d'ajout de valeur et de commercialisation, renforcement des organisations agricoles et, dans ce contexte, rôle essentiel des femmes en termes de productivité et de gestion, implication des autorités locales en vue de créer un environnement propice, coordination des chaînes de valeur et liens entre celles-ci grâce à l'amélioration des mécanismes de développement et de promotion des marchés, et soutien aux partenariats entre les secteurs public et privé. La coopération canadienne a promis 3 millions de dollars canadiens, via la FAO, pour soutenir le projet FSCA au Sénégal afin d'en étendre les activités à de nouveaux secteurs.

SOUTENIR LA COORDINATION STRATEGIQUE DE L'AIDE EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE, NOTAMMENT PAR LA REFORME DE L'ARCHITECTURE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE, DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

Actions et bonnes pratiques

L'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire a été lancée en 2009, sous la présidence italienne du G8, dans le but de promouvoir une approche globale de la sécurité alimentaire, de pratiquer une coordination effective, de soutenir les processus nationaux et de renforcer le rôle des institutions multilatérales.

Résultats

La plate-forme de l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire, qui rassemble plus de 40 pays et organisations, s'est réunie deux fois par an pour faire progresser la mise en œuvre des

engagements dans le cadre de l'Initiative et améliorer l'harmonisation, l'alignement et la responsabilité, tout en maintenant une dynamique pour parvenir à renforcer l'efficacité du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Actions et bonnes pratiques

Le soutien à la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) qui vise à intégrer un groupe d'acteurs élargi (gouvernements, institutions internationales, chercheurs, société civile et secteur privé) pour lui permettre de jouer un rôle efficace dans les actions de promotion de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

Résultats

Le CSA réformé a tenu sa première réunion à Rome en octobre 2010.

Actions et bonnes pratiques

Soutien au processus de réforme du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) qui permettra d'augmenter l'impact de la recherche et d'améliorer l'harmonisation de l'action des donateurs avec celle des partenaires extérieurs.

Résultats

Le consortium des 15 centres de recherche agricole internationale a été créé en 2010.